



## **LA MOBILISATION DES SALAIRES DE GE BELFORT IMPOSE UN PREMIER REcul. UNE NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE COMMENCE.**

Cela fait pratiquement cinq mois que les salariés, avec leur syndicat, ont entamé une bataille contre un plan prévoyant de supprimer 792 postes à GEEPF et de délocaliser une grande partie des activités dans des pays à « bas coûts ».

**Ces derniers jours, la mobilisation des salariés s'est exprimée plus fortement avec plus de dix jours de blocage de l'usine et une forte cohésion de tous les salariés.** Un accord cadre a vu le jour.

Si la mobilisation des salariés ne se décrète pas, elle s'est construite à partir du débat et des propositions de la CGT, notamment pour un projet alternatif qui garantisse au site de Belfort un avenir en tant que centre mondial des turbines à gaz 50Hz, à partir d'une articulation économique sur cinq ans avec la BPI (Banque Publique d'Investissement), sous l'égide du gouvernement, à l'horizon 2024.

Le gouvernement et son ministre B. Le Maire ont fait le choix de soutenir la direction de GE en proposant un accord cadre qui « sauverait » 307 emplois, tout en maintenant les objectifs de transfert de la production Stator Combustion et d'abaissement du « coût du travail » avec plus de flexibilité.

Les salariés en lutte, avec la CGT, ont pris acte de la signature de l'accord cadre par la CGC et SUD. Ils mesurent que leur action a permis d'arracher une réduction de l'impact social du plan de la direction.

**Redonner une dimension à Belfort avec une stratégie industrielle d'avenir posant les fondamentaux d'un projet industriel, reste un enjeu majeur. La CGT va continuer à le porter dans le débat en exigeant des réponses concrètes de la direction de GE et de B. Le Maire, puisque celui-ci a reconnu que la turbine à gaz avait une place incontournable dans le mix énergétique.**

Pour autant, le projet d'accord cadre signé, décliné en trois parties, ne suffit pas pour garantir un avenir industriel à Belfort, maintenant toutes les compétences et capacités nécessaires pour rester le centre d'excellence mondial sur le 50Hz.

**La CGT ne veut donner aucun chèque en blanc à la direction.** Elle participera donc aux réunions de discussion de l'accord cadre, afin de porter les attentes des salariés en toute transparence.

Si la direction est revenue sur le maintien de certains acquis sociaux, son objectif de dégager 12 millions d'euros d'économie reste d'actualité, avec plus de flexibilité du travail, le gel des salaires, une augmentation de 5% de la productivité. Tout cela, associé aux suppressions de postes, crée le risque d'une aggravation des conditions de travail, une fragilisation des collectifs de travail et une désorganisation de l'entreprise dans les mois à venir.

Durant six semaines la CGT participera aux discussions avec la direction et fera ses propositions afin de garantir un avenir pour le site, avoir une GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences), qui dresse la cartographie des métiers, des besoins en compétences et des investissements nécessaires.

**Pour la CGT les enjeux sont clairs.**

- **Maintien de la ligne de production Stator Combustion et du site à Bourgne.**
- **Maintien des capacités d'assemblage de la gamme des turbines 50Hz à Belfort.**
- **Maintien des compétences dans l'ingénierie, commerciaux, services, contrôles, qualités, projets, essais, etc...**

Comment réussir avec moins de salariés et avoir un objectif de réduire considérablement le temps entre la prise de commande et la livraison, alors que déjà le coût des pénalités pour retards de livraison et non-qualité s'élève à 450 millions d'euros ?

La direction veut réduire les surfaces et introduire le Lean en faisant pression sur les salariés au lieu d'investir dans le parc machines vieillissant et dans l'amélioration des postes de travail.

Partant de ce constat et de l'impérieuse nécessité d'améliorer nos conditions de vie et de travail, la CGT, avec les salariés en lutte a pris ses responsabilités en suspendant le mouvement, tout en restant mobilisée, car rien n'est écrit. Seule la mobilisation du plus grand nombre reste déterminante pour imposer d'autres choix que la casse de l'emploi et de l'industrie dans une filière pourtant reconnue stratégique.

Malheureusement la responsabilité de l'Etat, Macron en tête, et de son Ministre B. Le Maire n'est plus à démontrer.

**La CGT reste mobilisée et déterminée pour conserver les acquis sociaux et développer l'outil de travail à Belfort.**

Belfort, le 22 Octobre 2019